

Service vétérinaire – Environnement  
10 Boulevard Gaston Doumergue  
BP 76315  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 12/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **C.M.G.E.**

Parc industriel de l'Erdre  
44540 Vallons-de-l'Erdre

Références : 2024-0649  
Code AIOT : 0054402408

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement C.M.G.E. implanté dans le Parc industriel de l'Erdre 44540 Vallons-de-l'Erdre. L'inspection a été annoncée le 19/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles et suite à la mise en place des Meilleures Techniques disponibles liées au BREF FDM (industries alimentaires).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C.M.G.E.
- Parc industriel de l'Erdre 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0054402408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La CMGE est une installation qui réalise le prétraitement, avant rejet dans la station communale, des eaux usées de trois industries agroalimentaires voisines, dont l'une relève de la directive IED et représente environ 80% des intrants. L'installation assure également le traitement des boues de la station d'épuration communale de Saint-Mars-la-Jaille.

### Thèmes de l'inspection :

L'inspection a porté sur l'ensemble de la gestion du site (tenue, fonctionnement, plan d'épandage...) et l'application des Meilleures Techniques Disponibles liées au BREF FDM (industries alimentaires) en particulier la gestion des odeurs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Propreté	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 2.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Valeurs limites d'émission (VLE) des micro	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	polluants			
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.2.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets dans l'air : Odeurs	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 3.1.3	Sans objet
3	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 4.1.1	Sans objet
4	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
5	Collecte des effluents liquides : Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 4.2.3	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission (VLE) des macro polluants	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 4.3.9	Sans objet
8	Substances per- et polyfluoroalkylées (P-FAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
9	Installations internes d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 5.1.3	Sans objet
10	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.2.2	Sans objet
12	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.4.3	Sans objet
13	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.5.3	Sans objet
14	Plan d'épandage	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 8.1.4	Sans objet
15	Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 8.1.6	Sans objet
16	Programme prévisionnel d'épandage	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 8.1.7	Sans objet
17	Autosurveillance des épandages	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 9.2.2	Sans objet
18	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5	Sans objet
19	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 14	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments observés, le site de la CMGE est globalement exploité dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre des ICPE du site du 24/04/2013.

Des non-conformités ont cependant été observées en particulier sur la propreté (présence de boues à l'arrière du local), absence de vérification des installations électriques et absence de recherche des micro-polluants (RSDE).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b> Le site est globalement bien tenu. En particulier, les espaces verts sont bien entretenus dont une partie est clôturée et abrite des moutons. Cependant, des coulures de boues ont été observés en extérieur à l'arrière du local, liées à une opération de vidange d'une cuve.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La zone présentant des coulures de boues devra être nettoyée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Rejets dans l'air : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.
<b>Constats :</b> Au cours des étés 2021 et 2022 notamment, le site a fait l'objet de plaintes pour odeurs de la part de son voisinage dans le cadre de la réalisation de l'hygiénisation des boues par chaulage et brassage (procédure COVID). Un travail (tests de désodorisant) a été fait pour limiter les odeurs du site (voir point 19).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Origine de l'approvisionnement et prélèvements maximaux (Prélèvement journalier maximal 25 m3)

<b>Constats :</b> Le site est approvisionné en eau par le réseau public. Une petite partie de l'eau utilisée est de l'eau recyclée (nettoyage de la table d'égouttage).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis son positionnement par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 en renseignant le formulaire émis par la DREAL des Pays de la Loire pendant l'été 2023 (positionnement transmis le 31 juillet 2023) : l'exploitant n'est pas concerné car prélevant moins de 10000 m <sup>3</sup> par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Collecte des effluents liquides : Entretien et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
<b>Constats :</b> Le curage des canalisations « entrée boues » et « sortie eau prétraitée » entre la station d'épuration de Saint-Mars la Jaille et la CMGE est de la responsabilité de la COMPA (prévu dans la convention signée avec la COMPA en mars 2010 transmise – courrier de la COMPA du 05/01/2024 indiquant qu'elle est toujours valable juridiquement (renouvellement tous les 3 ans)). D'après un courrier de la COMPA transmis, des bouchages ont lieu régulièrement sur la canalisation entre la CMGE et la station de Saint-Mars la Jaille. En 2023, deux opérations de curage de la canalisation ont été réalisées par un prestataire : - 21/03/2023 : curage par passages de balles dans la canalisation (fiche de travail transmise) - décembre 2023 : curage à l'air comprimé (opération renouvelée en janvier 2024) Des réflexions sont en cours sur le devenir de la station d'épuration communale avec une possible déconnexion des rejets industriels (courrier de la COMPA du 05/01/2024).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les quantités de boues en entrée de la CMGE, provenant de la station d'épuration communale, seront transmises à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Valeurs limites d'émission (VLE) des macro polluants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limite d'émission

<b>Constats :</b> Les fréquences d'analyses réglementaires sont respectées. Les résultats d'autosurveillance sont renseignés dans l'application GIDAF (toutes les déclarations ont été transmises pour l'année 2023). Quelques dépassements ponctuels de concentration sont relevés sans dépassement des flux associés. Un dysfonctionnement de l'installation a été relevé en novembre 2023 (arrêt d'un réacteur entraînant une réduction de l'aération). Les résultats de décembre 2023 sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Valeurs limites d'émission (VLE) des micro polluants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limite d'émission
<b>Constats :</b> L'établissement n'a pas transmis son positionnement quant à ses rejets de substances dangereuses.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les prochaines analyses d'eaux devront intégrer la recherche de micro-polluants telle que prévue aux articles 32 et 34 de l'AM du 02/02/1998. Ces résultats devront faire l'objet d'un rapport à l'inspection incluant un positionnement de l'exploitant sur les substances à surveiller (nature et fréquence).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Substances per- et polyfluoroalkylées (P-FAS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b> Une première recherche de ces substances a été réalisée du 18 au 19 décembre 2023 (résultats transmis) : aucune des substances recherchées n'a été détectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel, 2 nouvelles analyses doivent être réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Installations internes d'entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Adaptation et marquages spécifiques

<b>Constats :</b> Aucun stockage de déchet en extérieur n'a été observé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.
<b>Constats :</b> Le site est entièrement clôturé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne fait pas réaliser de vérification de ses installations électriques pour l'instant. Il a identifié ce problème et l'a inclus dans un plan d'actions à mettre en place pour 2024-25.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant fera vérifier ses installations électriques. Par ailleurs, les autres points identifiés dans le plan d'actions seront communiqués à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence de rétention avec une capacité adaptée aux volumes stockés
<b>Constats :</b> Aucun produit susceptible d'entraîner une pollution n'est stocké en extérieur. Le local technique a un sol étanche avec un regard vers les eaux usées. Le chlorure ferrique est stocké dans deux cuves entourées chacune d'une rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.

<b>Constats :</b> Plusieurs extincteurs ont été observés dans le local technique/bureaux. La dernière vérification a eu lieu en décembre 2022 (vérification tous les 2 ans environ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout épandage est subordonné à une étude préalable telle que définie à l'article 38 de l'AM du 2 février 1998 modifié, qui devra montrer en particulier l'innocuité (dans les conditions d'emplois) et l'intérêt agronomique des produits épandus, l'aptitude des sols à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation.
<b>Constats :</b> Le plan d'épandage a été révisé en 2017, 2018 et 2021 (prise d'acte du 1er juillet 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs permanents d'entreposage de déchets et/ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Le volume nécessaire est au minimum de 3800 m3. Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés. Le dépôt temporaire de déchets et/ou d'effluents, sur la parcelle d'épandage et sans travaux d'aménagement est (ou n'est pas) autorisé.
<b>Constats :</b> Les boues sont stockées dans une cuve non couverte sur le site. Une rampe a été aménagée autour de celle-ci pour faciliter l'accès des engins de pompage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Programme prévisionnel d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 8.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.
<b>Constats :</b> Les épandages sont gérés par un prestataire (calculs des doses à épandre, suivi des parcelles...). Prévisionnel pour l'année 2023 transmis : le phosphore semble sous évalué dans l'estimatif des boues (5 kg/m3 environ au lieu de 8 à 9 la plupart du temps pour des boues industrielles) ce qui peut entraîner des sur-dosages. Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, le prévisionnel 2023 inclut une évaluation du flux pluriannuel d'éléments traces métalliques et organiques. Cette évaluation a été réalisée sur les parcelles de références pour chacun des prêteurs de terres.



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Lors des prochains prévisionnels, la quantité estimative de phosphore sera réévaluée et, si nécessaire, modifier (le choix de la valeur retenue sera argumenté).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Autosurveillance des épandages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume des effluents et/ou déchets épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent. L'exploitant effectue des analyses des effluents et/ou déchets lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité. Ces analyses sont renouvelées périodiquement, au minimum avant chaque campagne d'épandage.
<b>Constats :</b> Le bilan pour 2023 a été transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de management environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes [...]
<b>Constats :</b> Le système de management environnemental de la CMGE est inclus dans celui de la société AUBRET.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : - un protocole précisant les actions et le calendrier - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.
<b>Constats :</b> Un travail sur la maîtrise des odeurs a été réalisé avec des tests d'utilisation de désodorisant

injecté ponctuellement sur le poste de tête sur le terrain de la société LVSM (fiche technique du produit et protocole de test transmis). Le test s'est avéré concluant et la désodorisation sera mise en place en 2024 (commande de bidons de produit validée en CODIR de décembre 2023). Le site a par ailleurs des échanges avec ses voisins au sujet des odeurs (signalements...).

**Type de suites proposées :** Sans suite